

B

FORMATIONS

Judi 20 et vendredi 21 février 2025

L'ACTUALITE TRIMESTRIELLE EN DROIT SOCIAL

Avec plus de 2000 sessions de formation en droit social et ressources humaines dispensées ces 20 dernières années, BLOHORN Formations est un des acteurs majeurs de ce marché. Grâce à notre méthodologie et nos supports pratiques, notre taux de satisfaction est de 87% de clients très satisfaits.

INFOS PRATIQUES

Animateurs :

Karine Morales & Clément LAZIES
Juristes - Cabinet Blohorn Avocats

Adresse :

Hôtel Le Bayonne
1 Avenue Jean Rostand
64100 BAYONNE

Nos salles sont accessibles aux personnes en situation de handicap. Contactez-nous au 04.38.02.12.75 afin d'étudier les possibilités d'adaptation particulières.

LES DATES

Judi 20 février 2025 :
Actualité sociale paie, de 8h30 à 12h30
Accueil à partir de 8h00 autour d'un petit-déjeuner

Vendredi 21 février 2025 :
Actualité sociale RH, de 8h30 à 12h30
Accueil à partir de 8h00 autour d'un petit-déjeuner

LES TARIFS

Convention annuelle
2025 (4 sessions)

Frais pédagogiques : 3 618 € HT

La prochaine formation se déroulera le jeudi 15 mai 2025 (paie) et vendredi 16 mai 2025 (RH)

Blohorn®

— A V O C A T S —

EXPERTISE ET STRATÉGIE
DROIT SOCIAL

Depuis l'adoption de la motion de censure sur le projet de loi de financement de Sécurité Sociale et la mise en place du gouvernement BAYROU, les projets législatifs sont au point mort. La nouvelle version des projets de loi de finance et projet de loi de financement de la Sécurité Sociale sont en cours en discussion. Dans cette attente, l'actualisation de la liste des documents à fournir pour demander l'autorisation de travail d'un salarié étranger est enfin parue. Cette session sera aussi l'occasion de faire une synthèse des mesures issues de textes déjà publiés ou annoncés et de résumer les nouvelles données paramétriques pour 2025.

L'actualité jurisprudentielle reste quant à elle riche avec des arrêts variés portant par exemple sur le travail dissimulé, sur la possibilité de verser des indemnités pour licenciement vexatoire même si le licenciement pour faute grave est justifié, ou encore sur la présomption de caractère professionnel des sms envoyés depuis le téléphone mis à disposition par l'employeur.

THÈMES

L'actualité légale et réglementaire :

- Exécution, rupture du contrat de travail
- Droit de la paye
- Hygiène et sécurité au travail

L'actualité jurisprudentielle :

- Revirements
- Confirmations
- Evolutions

L'actualité des conventions collectives

PUBLICS CONCERNÉS

Chef d'entreprise, Responsable service RH, Collaborateurs spécialisés en Droit Social, Expert-Comptable, Collaborateurs paie
(Aucun prérequis nécessaire)

CONTENU

ACTUALITE LEGISLATIVE

Rappels

- ✓ Rappel des obligations sociales essentielles en fonction de l'effectif
- ✓ Synthèse des changements en droit social pour 2025

Travailleurs étrangers

- ✓ Mise à jour de la liste des pièces justificatives dans le cadre d'une autorisation de travail d'un salarié étranger

Paie

- ✓ Les chiffres clés pour 2025

ACTUALITE JURISPRUDENTIELLE

Exécution du contrat de travail

- ✓ L'accord du salarié protégé à sa mise à pied disciplinaire n'est pas nécessaire
- ✓ Contractualisation d'une prime versée par erreur pendant 20 ans
- ✓ Conséquence d l'omission du logement de fonction sur le bulletin de salaire – est-ce du travail dissimulé ?
- ✓ Les sms envoyés depuis le téléphone mis à disposition par l'employeur sont présumés professionnel
- ✓ Conséquences de l'imprécision d'une clause de mobilité
- ✓ Reconnaissance du Harcèlement moral institutionnel – l'affaire France Télécom

ACTUALITE JURISPRUDENTIELLE suite

Rupture du contrat

- ✓ Versement possible d'indemnités pour licenciement vexatoire même en cas de validation du licenciement pour faute grave
- ✓ Inaptitude – le maintien en inactivité forcée peut-il justifier une rupture du contrat aux torts de l'employeur ?
- ✓ Validation de la présomption de démission par le Conseil d'Etat

Contrôle Urssaf

- ✓ La notification d'une mise en demeure régulière est un préalable obligatoire aux poursuites

Contentieux

- ✓ Requalification du statut de salarié en cadre dirigeant

Thématique : travail dissimulé

OBJECTIFS

- Analyser les nouvelles précisions législatives et jurisprudentielles ;
- Dégager des solutions pratiques pour son entreprise ou pour ses clients.

MÉTHODES ET MOYENS PÉDAGOGIQUES

- Apports juridiques et théoriques illustrés par des exemples concrets
- Diagnostic préalable et test d'évaluation final
- Adaptation de l'animateur et du power point en fonction des participants
- Tour de table (selon le nombre de participants)

Bayonne

Bordeaux

Grenoble

Montpellier

Paris

Toulouse